



Communiqué

CAE publie ses résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2022

T4-2022

- Produits des activités ordinaires de 955,0 millions \$, comparativement à 894,3 millions \$ au T4 de l'exercice précédent, en hausse de 7 % d'un exercice à l'autre (ou de 25 %, abstraction faite des produits tirés des respirateurs)
- Résultat par action (RPA) de 0,17 \$, par rapport à 0,07 \$ au T4 de l'exercice précédent
- RPA ajusté⁽¹⁾ de 0,29 \$ par rapport à 0,22 \$ (0,12 \$, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19⁽²⁾) au T4 de l'exercice précédent
- Résultat opérationnel⁽³⁾ de 93,3 millions \$, par rapport à 47,6 millions \$ au T4 de l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté⁽⁴⁾ de 142,7 millions \$, par rapport à 106,2 millions \$ (69,0 millions \$, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19⁽⁵⁾) au T4 de l'exercice précédent
- Flux de trésorerie disponibles⁽⁶⁾ de 187,6 millions \$, par rapport à 170,6 millions \$ au T4 de l'exercice précédent
- Prises de commandes de 1,3 milliard \$ et ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,38

Exercice 2022

- Produits des activités ordinaires de 3,4 milliards \$, comparativement à 3,0 milliards \$ pour l'exercice précédent, en hausse de 13 % d'un exercice à l'autre (ou de 23 %, abstraction faite des produits tirés des respirateurs)
- RPA dilué de 0,45 \$, comparativement à un montant négatif de 0,17 \$ pour l'exercice précédent
- RPA ajusté de 0,84 \$ (0,80 \$, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19) par rapport à 0,47 \$ (0,12 \$, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19) pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel de 284,2 millions \$, par rapport à 48,4 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté de 444,5 millions \$ (430,9 millions \$, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19) par rapport à 280,6 millions \$ (153,2 millions \$, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19) pour l'exercice précédent
- Flux de trésorerie disponibles de 341,5 millions \$, pour un taux de conversion⁽⁶⁾ de 131 %
- Prises de commandes record de 4,1 milliards \$, carnet de commandes record de 9,6 milliards \$ et ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,21

Montréal (Canada), le 31 mai 2022 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE publie aujourd'hui ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 955,0 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, comparativement à 894,3 millions \$ pour l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 25 % pour le trimestre, abstraction faite des produits des activités ordinaires de 130,0 millions \$ enregistrés au quatrième trimestre de l'exercice précédent en vertu d'un contrat d'approvisionnement en respirateurs attribué par le gouvernement du Canada dans le cadre des efforts humanitaires de CAE liés à la COVID-19. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres a totalisé 55,1 millions \$ (0,17 \$ par action) au quatrième trimestre, comparativement à 19,8 millions \$ (0,07 \$ par action) l'an dernier. Le résultat net ajusté du quatrième trimestre s'est établi à 92,0 millions \$ (0,29 \$ par action), par rapport à 63,2 millions \$ (0,22 \$ par action) l'an dernier. Le résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, dont nous n'avons pas bénéficié au cours du trimestre, s'est également établi à 92,0 millions \$ (0,29 \$ par action) pour le trimestre, par rapport à 35,9 millions \$ (0,12 \$ par action) pour l'exercice précédent.

Pour l'exercice 2022 complet, les produits des activités ordinaires ont totalisé 3,4 milliards \$, par rapport à 3,0 milliards \$ pour l'exercice précédent. Abstraction faite des produits des activités ordinaires de 230,6 millions \$ enregistrés pour l'exercice précédent en vertu du contrat d'approvisionnement en respirateurs, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 23 % pour l'exercice considéré. Pour l'exercice, le résultat opérationnel s'est fixé à 284,2 millions \$ et le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 444,5 millions \$, par rapport à 280,6 millions \$ pour l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, a été de 430,9 millions \$ pour l'exercice, par rapport à 153,2 millions \$ pour l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres s'est fixé à 141,7 millions \$ (0,45 \$ par action) pour l'exercice, par rapport à une perte nette de 47,2 millions \$ (montant négatif de 0,17 \$ par action) pour l'exercice 2021. Le résultat net ajusté⁽⁷⁾ s'est établi à 261,5 millions \$ (0,84 \$ par action) pour l'exercice, par rapport à 127,1 millions \$ (0,47 \$ par action) pour l'exercice précédent. Le résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19⁽⁸⁾, s'est chiffré à 251,5 millions \$ (0,80 \$ par action) pour l'exercice, par rapport à 33,6 millions \$ (0,12 \$ par action) pour l'exercice précédent. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens.

Sommaire des résultats consolidés

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Exercice 2022	Exercice 2021	Variation en %	T4-2022	T4-2021	Variation en %
Produits des activités ordinaires	3 371,3 \$	2 981,9 \$	13 %	955,0 \$	894,3 \$	7 %
Résultat opérationnel	284,2 \$	48,4 \$	487 %	93,3 \$	47,6 \$	96 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	444,5 \$	280,6 \$	58 %	142,7 \$	106,2 \$	34 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	13,2 %	9,4 %		14,9 %	11,9 %	
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	430,9 \$	153,2 \$	181 %	142,7 \$	69,0 \$	107 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	12,8 %	5,1 %		14,9 %	7,7 %	
Résultat net	150,0 \$	(47,5) \$	416 %	57,1 \$	18,8 \$	204 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	141,7 \$	(47,2) \$	400 %	55,1 \$	19,8 \$	178 %
RPA de base	0,46 \$	(0,17) \$	371 %	0,17 \$	0,07 \$	143 %
RPA dilué	0,45 \$	(0,17) \$	365 %	0,17 \$	0,07 \$	143 %
Résultat net ajusté	261,5 \$	127,1 \$	106 %	92,0 \$	63,2 \$	46 %
RPA ajusté	0,84 \$	0,47 \$	79 %	0,29 \$	0,22 \$	32 %
Résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	251,5 \$	33,6 \$	649 %	92,0 \$	35,9 \$	156 %
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	0,80 \$	0,12 \$	567 %	0,29 \$	0,12 \$	142 %
Prises de commandes ⁽⁹⁾	4 091,2 \$	2 723,5 \$	50 %	1 321,1 \$	927,9 \$	42 %
Carnet de commandes total ⁽⁹⁾	9 577,5 \$	8 201,1 \$	17 %	9 577,5 \$	8 201,1 \$	17 %

« Je suis très satisfait de notre solide performance pour le quatrième trimestre et l'exercice, caractérisée par une croissance à deux chiffres, des marges plus élevées, d'excellents flux de trésorerie disponibles et des prises de commandes records », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Nous avons enregistré une croissance des revenus annuels de 23 %, avant l'apport de notre initiative humanitaire portant sur les respirateurs l'an dernier, une augmentation de 58 % du résultat opérationnel sectoriel ajusté et une hausse de 79 % du résultat par action. Nous avons généré des flux de trésorerie disponibles de 342 millions \$ et un taux de conversion de 131 %, ce qui témoigne de la qualité de ces résultats. Nous avons également continué d'assurer l'avenir grâce à de nouvelles commandes d'une valeur de quelque 4,1 milliards \$, à un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,21 et à un carnet de commandes record de 9,6 milliards \$. Ces chiffres sont particulièrement impressionnants compte tenu du fait que notre secteur amorce à peine une reprise cyclique. Dans le secteur Civil, nous avons obtenu des commandes d'une valeur de 2,0 milliards \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,25, ces commandes portant notamment sur des accords de formation à long terme avec des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires, de même que la vente de 48 simulateurs de vol, illustrant la force de la demande pour la formation des pilotes. Le secteur Défense a poursuivi sur sa lancée et enregistré des prises de commandes de solutions d'entraînement et de soutien aux missions d'une valeur record de 1,9 milliard \$, soit un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,20, et a clôturé l'exercice avec des soumissions et propositions de valeur en cours d'un montant record de 8,6 milliards \$. Enfin, dans le secteur Santé, nous avons enregistré une croissance à deux chiffres des revenus pour un cinquième trimestre d'affilée et une croissance à deux chiffres pour l'ensemble de l'exercice grâce à notre organisation redynamisée et à nos solutions innovatrices. Malgré un environnement toujours difficile, notre stratégie porte ses fruits. »

Marc Parent, à propos des perspectives de CAE, a ajouté : « Nous sommes habilement passés à l'offensive dans un marché perturbé, en saisissant des occasions de croissance hautement stratégiques pour étendre nos capacités et notre portée. Au même moment, nous réduisons considérablement nos coûts et continuons à innover en révolutionnant la formation et les opérations critiques de nos clients grâce à des solutions numériques immersives qui améliorent la sécurité, l'efficacité et la préparation. Nos récents résultats et l'ensemble des occasions qui s'offrent à nous renforcent ma conviction que CAE est en voie de devenir plus grande, plus forte et plus rentable dans le futur. »

Aviation civile (Civil)

Au quatrième trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 432,7 millions \$, en hausse de 11 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 58,1 millions \$, comparativement à 40,5 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Au quatrième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Civil a totalisé 96,3 millions \$ (22,3 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 66,6 millions \$ (17,2 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Pour le trimestre considéré, le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, dont nous n'avons pas bénéficié au cours du trimestre, s'est établi à 96,3 millions \$ (22,3 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 46,9 millions \$ (12,1 % des produits des activités ordinaires) pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent. Au quatrième trimestre, le taux d'utilisation⁽¹⁰⁾ des centres de formation du secteur Civil s'est établi à 69 %, et il oscille autour de ce niveau depuis la clôture du trimestre.

Pour l'exercice, les produits des activités ordinaires du secteur Civil se sont établis à 1 617,8 millions \$, en hausse de 15 % par rapport à l'exercice précédent. Pour l'exercice, le résultat opérationnel a totalisé 224,1 millions \$, comparativement à 6,5 millions \$ l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 314,7 millions \$ (19,5 % des produits des activités ordinaires) par rapport à 164,3 millions \$ (11,6 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Pour l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, a été de 309,5 millions \$ (19,1 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 100,7 millions \$ (7,1 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier. Pour l'exercice, le taux d'utilisation des centres de formation du secteur Civil s'est fixé à 60 %.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats de solutions de formation d'une valeur de 517,0 millions \$, notamment pour des services de formation à long terme et la vente de 15 simulateurs de vol (FFS)⁽¹¹⁾. Pour l'exercice, le secteur Civil a obtenu des commandes d'une valeur de 2,0 milliards \$, illustrant la valeur de CAE en tant que partenaire de choix des compagnies aériennes, des exploitants de jets d'affaires, des fabricants OEM et des pilotes dans le monde entier. Ces commandes portent entre autres sur la vente de 48 FFS (par rapport à 11 FFS pour l'exercice précédent) ainsi que sur des accords de formation à long terme avec des clients dans le monde entier, dont Endeavor Air, Avianca, Scandinavian Airlines, WestJet, Envoy Air, LOT Polish Airlines et Sun Air Jets. Le secteur Civil s'est également associé à quatre importants concepteurs d'aéronefs à décollage et à atterrissage verticaux électriques (eVTOL) pour fournir une série de solutions, dont des simulateurs, des programmes de formation des pilotes et des techniciens de maintenance, ainsi qu'un soutien d'ingénierie à l'intégration des systèmes aéronautiques.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽⁹⁾ du secteur Civil s'est établi à 1,19 pour le trimestre et à 1,25 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil totalisait 4,9 milliards \$ à la fin de l'exercice, ce qui représente une hausse de 15 % par rapport à l'exercice précédent.

Le 28 février 2022, le secteur Civil a conclu l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes, qu'il est actuellement en voie d'intégrer. Cette acquisition fait partie intégrante d'une stratégie visant à positionner CAE comme un chef de file technologique dans le marché croissant des solutions numériques de gestion des vols et des équipages en tête de l'industrie.

Sommaire des résultats – Aviation civile

<i>(en millions, sauf les unités NES et les FFS)</i>	Exercice 2022	Exercice 2021	<i>Variation en %</i>	T4-2022	T4-2021	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	1 617,8 \$	1 412,9 \$	15 %	432,7 \$	388,2 \$	11 %
Résultat opérationnel	224,1 \$	6,5 \$	3 348 %	58,1 \$	40,5 \$	43 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	314,7 \$	164,3 \$	92 %	96,3 \$	66,6 \$	45 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	19,5 %	11,6 %		22,3 %	17,2 %	
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	309,5 \$	100,7 \$	207 %	96,3 \$	46,9 \$	105 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	19,1 %	7,1 %		22,3 %	12,1 %	
Prises de commandes	2 016,5 \$	1 261,9 \$	60 %	517,0 \$	385,8 \$	34 %
Carnet de commandes total	4 919,2 \$	4 293,1 \$	15 %	4 919,2 \$	4 293,1 \$	15 %
Unités NES ⁽¹²⁾	246	246	— %	246	240	3 %
FFS dans le réseau de CAE	316	317	— %	316	317	— %
FFS livrés	30	36	(17) %	7	14	(50) %
Taux d'utilisation	60 %	47 %		69 %	55 %	

Défense et sécurité (Défense)

Au quatrième trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 469,5 millions \$, en hausse de 40 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 25,8 millions \$, comparativement à une perte opérationnelle de 8,5 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Au quatrième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Défense a totalisé 36,8 millions \$ (7,8 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 23,2 millions \$ (6,9 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Pour le trimestre considéré, le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, dont nous n'avons pas bénéficié au cours du trimestre, s'est établi à 36,8 millions \$ (7,8 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 6,8 millions \$ (2,0 % des produits des activités ordinaires) pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits des activités ordinaires du secteur Défense se sont établis à 1 602,1 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 32 % par rapport à l'an dernier. Pour l'exercice, le résultat opérationnel a totalisé 56,0 millions \$, comparativement à 15,5 millions \$ l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 119,2 millions \$ (7,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 87,0 millions \$ (7,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Pour l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, s'est établi à 111,2 millions \$ (6,9 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 26,7 millions \$ (2,2 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier. Les résultats du secteur Défense pour le quatrième trimestre et l'exercice 2022 reflètent l'acquisition de L3H MT.

Pour le trimestre, le secteur Défense a obtenu des commandes record d'une valeur de 751,3 millions \$. Parmi les principaux contrats, notons un contrat du gouvernement du Canada pour étendre et prolonger le contrat du programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada jusqu'en 2027. Le secteur Défense a également élargi son bassin de clients potentiels grâce à l'obtention d'un contrat ID/IQ de prototypage, d'intégration et de développement à acquisition rapide de l'U.S. Naval Air Systems Command (NAVAIR). d'une valeur maximale de 250 millions \$US, dans deux domaines : commandement et contrôle (C2), et développement et exploitation de systèmes aéronautiques.

Au cours de l'exercice, le secteur Défense a obtenu des commandes record d'une valeur de 1,9 milliard \$, y compris des contrats à titre de maître d'œuvre dans les cinq domaines (aérien, terrestre, maritime, spatial et cyber). Parmi les principaux contrats dans le domaine aérien, CAE a évincé un titulaire de plus de 60 ans en Allemagne pour l'entraînement initial au vol des forces aériennes allemandes. Dans le domaine terrestre, le secteur Défense a notamment remporté un contrat de la U.S. Air Force pour le développement et le déploiement de nouveaux simulateurs du système Joint Terminal Control Training and Rehearsal System (JTC-TRS), et pour la mise à niveau des systèmes existants à une configuration commune dans l'ensemble des installations du ministère de la Défense américain. Dans le domaine maritime, le secteur Défense a remporté un contrat pour la livraison d'un deuxième simulateur d'hélicoptère NH90 Seal Lion à la marine allemande et a obtenu, par le biais de sa coentreprise Xebec, le contrat pour le nouveau système intégré d'entraînement maritime (MITS) amélioré de l'armée américaine. Le secteur Défense a remporté son premier contrat à titre de maître d'œuvre dans le domaine spatial avec des capacités de mission décisives et des services spatiaux fiables, et a reçu de multiples contrats de sous-traitance pour étendre son soutien aux opérations du Army Space and Missile Defense Command. Dans le domaine cyber, le secteur Défense a remporté un contrat afin d'étendre les capacités de détection de cyberintrusions dans le cadre du programme Innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité (IDEeS) du ministère de la Défense nationale du Canada, et il a étendu son contrat en vertu du programme Simulator Common Architecture Requirements and Standards (SCARS), fournissant une architecture de réseau hybride en nuage cyberrenforcée intégrant plus de 2 400 simulateurs des forces aériennes. Le secteur Défense a également obtenu un premier contrat en tant que maître d'œuvre pour la communauté du renseignement américaine, dans le cadre duquel nous dirigerons les efforts de développement et d'intégration du prototype Beyond 3D pour la National Geospatial Intelligence Agency.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 1,60 pour le trimestre et à 1,20 pour les 12 derniers mois, soit la première fois depuis quatre exercices que ce ratio annuel est supérieur à 1,0. Le carnet de commandes du secteur Défense totalisait 4,7 milliards \$ à la fin de l'exercice. Le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense s'est renforcé, avec des soumissions et propositions de valeur en cours d'un montant record de 8,6 milliards \$.

Sommaire des résultats – Défense et sécurité

(montants en millions)	Exercice 2022	Exercice 2021	Variation en %	T4-2022	T4-2021	Variation en %
Produits des activités ordinaires	1 602,1 \$	1 217,1 \$	32 %	469,5 \$	334,4 \$	40 %
Résultat opérationnel	56,0 \$	15,5 \$	261 %	25,8 \$	(8,5) \$	404 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	119,2 \$	87,0 \$	37 %	36,8 \$	23,2 \$	59 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	7,4 %	7,1 %		7,8 %	6,9 %	
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	111,2 \$	26,7 \$	316 %	36,8 \$	6,8 \$	441 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	6,9 %	2,2 %		7,8 %	2,0 %	
Prises de commandes	1 923,3	1 109,7	73 %	751,3	370,4	103 %
Carnet de commandes total	4 658,3 \$	3 908,0 \$	19 %	4 658,3 \$	3 908,0 \$	19 %

Santé

Les produits des activités ordinaires de 52,8 millions \$ enregistrés par le secteur Santé au quatrième trimestre représentent une baisse de 69 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 27 % pour le trimestre, abstraction faite des produits des activités ordinaires de 130,0 millions \$ comptabilisés à l'exercice précédent en vertu d'un contrat d'approvisionnement en respirateurs attribué par le gouvernement du Canada. Le résultat opérationnel s'est établi à 9,4 millions \$, comparativement à 15,6 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Au quatrième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté a totalisé 9,6 millions \$ (18,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 16,4 millions \$ (9,6 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Pour le trimestre considéré, le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, dont nous n'avons pas bénéficié au cours du trimestre, s'est établi à 9,6 millions \$ (18,2 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 15,3 millions \$ (8,9 % des produits des activités ordinaires) pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent. Le secteur Santé a de nouveau enregistré une croissance de ses produits des activités ordinaires trimestriels par rapport à l'exercice précédent (abstraction faite des respirateurs) alors qu'il déploie une organisation élargie et redynamisée, dans l'objectif précis d'atteindre une plus grande portée.

Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont totalisé 151,4 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 57 % par rapport à l'exercice précédent. Abstraction faite des produits de 230,6 millions \$ enregistrés à l'exercice précédent en vertu du contrat d'approvisionnement en respirateurs, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 25 % pour l'exercice considéré. Pour l'exercice, le résultat opérationnel a totalisé 4,1 millions \$, comparativement à 26,4 millions \$ l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 10,6 millions \$ (7,0 % des produits des activités ordinaires) par rapport à 29,3 millions \$ (8,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Pour l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, s'est établi à 10,2 millions \$ (6,7 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 25,8 millions \$ (7,3 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier.

Au cours de l'exercice, les secteurs Santé et Défense de CAE ont collaboré pour remporter un contrat de soutien aux forces armées allemandes en fournissant des simulateurs de patients, des services de formation des utilisateurs et des services de soutien à la maintenance dans diverses installations. Cette collaboration est un exemple des synergies intragroupe de CAE et témoigne de sa culture unique Un CAE.

Le secteur Santé a aussi consolidé sa position de chef de file en innovation dans le domaine de l'apprentissage et de la formation en soins de santé fondés sur la simulation. Le secteur Santé a commencé les livraisons à l'échelle mondiale de son plus récent simulateur de patient pédiatrique, CAE Aria, et a lancé des mises à niveau pour plusieurs produits, dont le simulateur d'échographie Vimedix 3.3, CAE CathLab VR, le gestionnaire d'inventaire de l'outil CAE LearningSpace Enterprise, et CAE Maestro.

Sommaire des résultats – Santé

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles sectorielles)</i>	Exercice 2022	Exercice 2021	<i>Variation en %</i>	T4-2022	T4-2021	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	151,4 \$	351,9 \$	(57) %	52,8 \$	171,7 \$	(69) %
Résultat opérationnel	4,1 \$	26,4 \$		9,4 \$	15,6 \$	
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	10,6 \$	29,3 \$		9,6 \$	16,4 \$	
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	7,0 %	8,3 %		18,2 %	9,6 %	
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	10,2 \$	25,8 \$		9,6 \$	15,3 \$	
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	6,7 %	7,3 %		18,2 %	8,9 %	

Autres points saillants financiers

CAE a engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 36,0 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2022, dont un montant de 22 millions \$ au titre des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et un montant de 12 millions \$ au titre du programme de restructuration visant à réduire les coûts. Cela porte à 179 millions \$ le total des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition engagés depuis le début du programme, au deuxième trimestre de l'exercice 2021.

Les entrées nettes de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont établies à 206,8 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 174,6 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles se sont fixés à 187,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à 170,6 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Pour l'exercice, les entrées nettes de trésorerie provenant des activités opérationnelles ont totalisé 418,2 millions \$, comparativement à 366,6 millions \$ l'an dernier, et les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 341,5 millions \$, comparativement à 346,8 millions \$ l'an dernier. Le taux de conversion s'est établi à 131 % pour l'exercice 2022.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 3,7 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 6 %, par rapport à un taux d'imposition effectif négatif de 21 % au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition a été touché par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et par un ajustement lié à la transition à l'infonuagique enregistrés pour le trimestre considéré. Sans ces éléments, le taux d'imposition s'établirait à 15 %, taux qui est utilisé pour calculer le résultat net ajusté de 92,0 millions \$ et le RPA ajusté de 0,29 \$ pour le T4-2022. Sur cette base, le taux d'imposition se serait établi à 16 % pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹³⁾ ont totalisé 74,7 millions \$ pour le trimestre et 272,2 millions \$ pour l'exercice, essentiellement au titre du soutien des occasions de croissance relatives visant à étendre le réseau mondial de formation aéronautique du secteur Civil.

À la fin de l'exercice, la dette nette⁽¹⁴⁾ était de 2 700,1 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁵⁾ était de 3,58. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 2 310,5 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 3,23. Au cours des deux derniers exercices, CAE a effectué plusieurs investissements de croissance afin d'accroître sa capacité et sa portée, dont neuf acquisitions pour 2,1 milliards \$ et des dépenses d'investissement en immobilisations de 379,8 millions \$.

Le rendement du capital utilisé (RCU)⁽¹⁶⁾ ajusté s'est établi à 6,2 % pour le trimestre, comparativement à 6,1 % au trimestre précédent et à 5,0 % au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Le RCU ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, s'est établi à 6,1 % pour le trimestre, comparativement à 5,5 % au trimestre précédent et 3,1 % au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Perspectives de la direction pour l'exercice 2023

En 2020, CAE a mis en œuvre une stratégie de croissance qu'elle estime à même de lui permettre de sortir de la pandémie avec une entreprise plus grande, plus forte et plus rentable que jamais. Plus précisément, en guise de point de repère sur le chemin de la reprise cyclique et par la suite, la Société vise une marge opérationnelle sectorielle ajustée consolidée d'environ 17 % d'ici à ce que ses marchés se soient généralement ressaisis, ainsi qu'une progression constante par la suite. Elle prévoit atteindre ce niveau de rentabilité grâce à une base d'activités beaucoup plus importante et à une structure de capital postérieure à la pandémie qui lui permettra de conserver une grande marge de manœuvre pour investir davantage dans son avenir.

Les vents contraires actuels comprennent la pandémie mondiale continue, les tensions géopolitiques et la guerre en Ukraine, l'inflation élevée depuis des décennies, le ralentissement de la croissance économique mondiale et les pénuries aiguës dans la chaîne d'approvisionnement et la main-d'œuvre, autant de facteurs qui peuvent influencer sur le moment exact et le rythme de la reprise du marché. Malgré la volatilité supplémentaire induite par ces facteurs, la direction maintient une vision très positive de son potentiel de redressement et d'augmentation ultérieure. Pour l'exercice 2023, CAE s'attend à maintenir ses solides perspectives de croissance et à enregistrer d'importantes prises de commandes.

Les tendances à long terme attendues sont extrêmement favorables pour les trois secteurs d'activité principaux de la Société. La volonté accrue des compagnies aériennes de confier à CAE leurs activités de formation et de soutien opérationnel numérique cruciales ainsi que leurs besoins en gestion des équipages, l'accroissement de la demande prévue de pilotes et la forte croissance de la demande de voyages en jets d'affaires sont des éléments positifs durables pour le secteur Civil. Parmi les facteurs favorables au secteur Défense, notons le changement de priorités de la défense nationale, qui accorde davantage d'importance aux menaces d'adversaires de force comparable, ainsi que la reconnaissance de la hausse marquée du besoin de solutions numériques et synthétiques immersives. Quant à lui, le secteur Santé est prêt à saisir les occasions découlant de la pénurie aiguë de personnel infirmier et de la demande en hausse pour des solutions de sécurité publique.

La Société est d'avis que la demande de déplacements aériens est considérablement comprimée et que le rythme de reprise du secteur Civil aux niveaux d'avant la pandémie ou à des niveaux plus élevés devrait continuer de dépendre en grande partie de l'assouplissement des restrictions de voyage. Les excellents résultats de formation du secteur Civil en Amérique et l'activité considérablement accrue de commandes de FFS constituent un modèle convaincant pour le potentiel d'une reprise mondiale plus importante. Au cours de l'exercice 2023, en plus de continuer à accroître sa part du marché de la formation aéronautique et de renforcer sa position dans le domaine des services aériens, le secteur Civil prévoit maintenir sa part de premier plan dans les ventes de FFS et livrer plus

de 40 FFS à des clients du monde entier, une plus grande proportion d'unités devant être livrées au cours du second semestre de l'exercice.

Le secteur Défense de CAE est également en passe de devenir encore plus important et plus rentable. Le secteur Défense est étroitement aligné sur les priorités absolues de ses clients, axées sur la défense de la liberté face à des menaces par des adversaires de force comparable. Au cours des deux dernières années, le secteur Défense s'est taillé une place en tant que plus importante entreprise mondiale de formation et de simulation, peu importe la plateforme, dans le marché de la défense. Cette position devrait accroître le potentiel d'obtention de nouvelles affaires dans le monde, accroissement qu'accéléreront l'acquisition de L3H MT et la capacité et la clientèle élargies de l'entité regroupée. Les événements géopolitiques actuels ont galvanisé les priorités de la défense nationale aux États-Unis et dans l'ensemble des pays de l'OTAN, et la direction est d'avis que l'augmentation des dépenses et la priorité spécifique accordée à l'état de préparation de la défense pourraient se traduire par des occasions supplémentaires pour CAE pour les années à venir. Le secteur Défense compte maintenir le rythme d'intégration de L3H MT à l'exercice 2023 et réaliser des synergies de coûts attendues de l'ordre de 35 à 45 millions \$ d'ici l'exercice 2024. Les obstacles découlant de la COVID-19 persistent pour les entreprises internationales du secteur de la défense; la direction estime toutefois que ceux-ci sont temporaires. À court terme, le secteur Défense devrait continuer de composer avec l'effet différé d'un ratio valeur comptable des commandes/ventes historiquement inférieur à 1,0, et on s'attend à ce que la croissance sur plusieurs périodes soit stimulée par la réalisation progressive des synergies liées à l'intégration de L3H MT et par la conversion en revenus des prises de commandes et des soumissions records récemment enregistrées.

Enfin, le secteur Santé pourrait devenir une entreprise encore plus importante et rentable pour CAE à mesure qu'elle gagne des parts dans le marché de la formation et de la simulation en soins de santé et continue d'accroître l'élan créé au cours des 18 derniers mois par une organisation redynamisée.

Pour l'exercice 2023, la direction prévoit que la croissance du résultat opérationnel sectoriel ajusté consolidé de CAE se chiffrera à environ 35 % et qu'elle sera réalisée surtout au second semestre.

Les dépenses totales d'investissement en immobilisations devraient s'établir à quelque 250 millions \$ pour l'exercice 2023, principalement afin de soutenir les occasions de croissance durables et rentables. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et, à l'instar des exercices précédents, la direction prévoit qu'une partie de ces investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie seront repris au second semestre. La Société continue de viser une conversion de 100 % du résultat net ajusté en flux de trésorerie disponibles pour l'exercice. Alors qu'elle continue à saisir des occasions de croissance attrayantes, CAE s'attend à ce que son ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté diminue jusqu'à être inférieur à 3,0 au cours des 18 prochains mois. CAE est d'avis que son taux d'imposition effectif sera porté à quelque 22 %, reflétant en partie les changements récents des régimes fiscaux mondiaux.

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2023 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses, y compris relativement aux conditions du marché, aux facteurs macroéconomiques et géopolitiques, aux chaînes d'approvisionnement et aux marchés du travail, de même qu'au moment et au niveau d'assouplissement des restrictions de mobilité mondiales liées à la COVID-19. Le transport aérien est un moteur majeur des activités de CAE, et la direction s'appuie sur l'analyse de l'Association du transport aérien international (IATA) pour élaborer ses hypothèses sur le taux et le schéma de reprise de son marché clé de l'aviation civile. De plus, pour élaborer ses perspectives pour l'exercice 2023, la direction a présumé qu'il n'y aurait pas d'autres perturbations de l'économie mondiale, du trafic aérien, des activités de CAE et de sa capacité à fournir des produits et des services. Les attentes sont également assujetties à un certain nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur les hypothèses en matière de réceptivité des clients à l'égard des solutions de formation et de soutien

opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2022 de CAE. Veuillez vous reporter aux rubriques ci-après intitulées : « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs », « Hypothèses importantes » et « Risques importants ».

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

Au cours du trimestre, CAE a publié un Code de conduite des fournisseurs officiel de portée mondiale afin de renforcer l'importance accordée aux facteurs ESG dans l'ensemble de sa chaîne de valeur. Elle a également renforcé son orientation interne en matière d'ESG en nommant une cheffe de la direction du développement durable, qui relève du chef de la direction, de même qu'une cheffe de la direction de la diversité, de l'équité et de l'inclusion, et des équipes spécialisées. CAE a également réalisé un vaste exercice d'importance ESG avec divers groupes d'intervenants externes et internes qui servira de base à sa prochaine feuille de route ESG pluriannuelle. Une étape importante a été franchie en matière de changement climatique ce trimestre : le comité sur les changements climatiques de CAE a terminé l'exercice d'évaluation des risques liés au changement climatique impliquant plusieurs établissements stratégiques représentatifs de la gamme d'activités et de la présence géographique de CAE. Les résultats seront présentés dans le prochain rapport de responsabilité sociale d'entreprise de CAE, sous les recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC). CAE a également poursuivi son apport de longue date à la décarbonisation du secteur aéronautique. Avec l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes, CAE a élargi ses capacités de gestion des vols qui permettent aux compagnies aériennes et aux exploitants de jets d'affaires de réduire leur empreinte carbone grâce à l'optimisation des plans de vol et de la consommation de carburant. En septembre 2020, CAE est devenue la première entreprise aéronautique canadienne à devenir carboneutre.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez le rapport, au <https://www.cae.com/fr/responsabilite-sociale/>.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE qui sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com/fr/investisseurs pour obtenir un exposé plus complet de nos résultats sectoriels.

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2022 ont été déposés auprès des commissions canadiennes de valeurs mobilières sur SEDAR (www.sedar.com) et sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com). Ces documents ont également été déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et sont disponibles sur son site Web (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T4 et de l'exercice 2022

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente exécutive, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats demain à 8 h 30 (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible au public sur le site Web de CAE à www.cae.com.

À CAE, nous fournissons aux gens qui occupent des rôles critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires pour rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise de haute technologie, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Par-dessus tout, nous permettons aux pilotes, aux compagnies aériennes, aux forces de défense et de sécurité et aux professionnels de la santé de donner le meilleur d'eux-mêmes, chaque jour et lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec plus de 13 000 employés répartis dans plus de 200 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. CAE s'appuie sur 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol et de missions de la plus haute-fidélité possible, des mannequins chirurgicaux et des programmes de formation personnalisés, alimentés par l'intelligence artificielle. Nous investissons temps et ressources dans la création de la prochaine génération de solutions de formation et d'opérations critiques immersives et numériques de pointe. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique en général, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, les marchés potentiels estimatifs, les énoncés relatifs à nos acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, l'accès de CAE aux sources de financement, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les attentes concernant les économies de coûts et les synergies prévues, la solidité, la complémentarité et la compatibilité des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre avec nos activités et nos équipes existantes, les autres avantages prévus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et leur incidence sur notre croissance future, nos résultats opérationnels, notre rendement, nos activités, nos projets et nos occasions, nos perspectives commerciales, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques et notre position de chef de file dans nos marchés ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Les énoncés prospectifs contiennent normalement des termes comme *croire*, *compter*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *vouloir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. Tous ces énoncés sont des énoncés prospectifs au sens des dispositions d'exonération des lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières et au sens de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act* de 1995.

De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents à nos activités qui pourraient faire en sorte que les résultats réels au cours de périodes futures diffèrent considérablement des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 31 mai 2022 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les informations et énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont expressément visées par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent rapport. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés. Sauf indication contraire de CAE, ces énoncés ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 31 mai 2022. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2023 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Hypothèses importantes

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué de presse sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : les répercussions négatives prévues de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, nos résultats opérationnels, nos flux de trésorerie et/ou notre situation financière, y compris l'effet escompté des mesures d'atténuation mises en œuvre à la suite de la pandémie de COVID-19 et le moment et le degré d'assouplissement des restrictions de déplacement à l'échelle mondiale liées à la COVID-19, la conjoncture de marché, la réceptivité des clients envers les solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des récentes initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de contrer les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'un ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur nos facilités de crédit renouvelables, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et de l'accès continu au financement par emprunt de façon suffisante pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux sources de financement attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à réaliser

des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution réussie des plans d'intégration liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, notre capacité à achever par ailleurs l'intégration des activités de L3H MT et d'AirCentre acquises dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec les acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale futures et autres facteurs liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre dans les délais prévus, et selon les conditions économiques, politiques et du secteur prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3Harris Technologies et AirCentre, et l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent communiqué, veuillez vous reporter à la rubrique pertinente du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Compte tenu de l'incidence de l'évolution des circonstances entourant la pandémie de COVID-19 et des mesures connexes prises par CAE, les gouvernements, les autorités de réglementation, les entreprises et les clients, les hypothèses de CAE font intrinsèquement l'objet de plus d'incertitude. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses, pourraient se révéler inexacts.

Risques importants

Les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans nos énoncés prospectifs sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2022 déposé par CAE auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (disponible au www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponible au www.sec.gov). Le rapport de gestion de l'exercice 2022 est également disponible au www.cae.com. L'un ou plusieurs des facteurs décrits dans le rapport de gestion de CAE pourraient être exacerbés par la pandémie de COVID-19 en progression et avoir des conséquences sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de CAE qui soient beaucoup plus graves que s'il n'y avait pas eu de pandémie. Ainsi, les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent communiqué comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais n'ont pas de signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres sociétés. La direction croit que la présentation de certaines mesures hors PCGR fournit aux lecteurs une meilleure compréhension de nos résultats et des tendances tout en leur fournissant des renseignements additionnels sur nos résultats financiers et opérationnels.

(1) Le résultat par action ajusté est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, et les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques, après impôt, ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat dilué par action des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et à ces pertes de valeur et autres profits et pertes, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

(2) Le résultat par action ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat, après impôt, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats.

(3) Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il facilite la comparaison entre les périodes et avec les résultats d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

(4) Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme des indicateurs clés utilisés pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, abstraction faite des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est également la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

⁽⁵⁾ Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat net, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats. Bien que la direction sache que cette mesure puisse faire l'objet d'ajustements supplémentaires, elle n'emploierait pas expressément une telle mesure pour évaluer la rentabilité afin de prendre des décisions concernant l'affectation des ressources aux secteurs ni pour évaluer la performance sectorielle.

⁽⁶⁾ Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les variations des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Le taux de conversion est une mesure financière hors PCGR que nous utilisons pour évaluer notre génération de trésorerie ainsi que notre structure du capital. Il correspond aux flux de trésorerie disponibles, divisés par le résultat net ajusté.

⁽⁷⁾ Le résultat net ajusté est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, et exclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et les pertes de valeur et autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison entre les périodes.

⁽⁸⁾ Le résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19, exclut en outre l'incidence des apports gouvernementaux liés aux programmes d'aide COVID-19 qui ont été portés au crédit du résultat net, après impôt, mais n'est pas ajusté pour tenir compte des charges opérationnelles accrues découlant de la COVID-19 que nous comptabilisons et dont nous tenons compte dans nos résultats.

⁽⁹⁾ Prises de commandes et carnet de commandes

Les prises de commandes sont une mesure hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Le carnet de commandes total est une mesure hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

⁽¹⁰⁾ Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

⁽¹¹⁾ Un simulateur de vol (FFS) est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

⁽¹²⁾ Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol (FFS) qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période.

⁽¹³⁾ Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

⁽¹⁴⁾ La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

⁽¹⁵⁾ Le ratio de la dette nette sur le BAIIA correspond à la dette nette divisée par le BAIIA des douze derniers mois. Le BAIIA s'entend du bénéfice avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté exclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de même que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant des transactions stratégiques importantes ou d'événements spécifiques.

⁽¹⁶⁾ Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR qui sert à évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

<i>Trimestres clos les 31 mars</i>	Aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Résultat opérationnel	58,1 \$	40,5 \$	25,8 \$	(8,5) \$	9,4 \$	15,6 \$	93,3 \$	47,6 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	26,6	26,1	9,2	31,7	0,2	0,8	36,0	58,6
Ajustement transitoire lié à la transition à l'infonuagique	11,6	—	1,8	—	—	—	13,4	—
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	96,3 \$	66,6 \$	36,8 \$	23,2 \$	9,6 \$	16,4 \$	142,7 \$	106,2 \$
Programmes d'aide gouvernementale COVID-19	— \$	19,7 \$	— \$	16,4 \$	— \$	1,1 \$	— \$	37,2 \$
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	96,3 \$	46,9 \$	36,8 \$	6,8 \$	9,6 \$	15,3 \$	142,7 \$	69,0 \$

<i>Trimestres clos les 31 mars</i>	Aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Résultat opérationnel	224,1 \$	6,5 \$	56,0 \$	15,5 \$	4,1 \$	26,4 \$	284,2 \$	48,4 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	79,0	76,1	61,4	45,0	6,5	2,9	146,9	124,0
Ajustement transitoire lié à la transition à l'infonuagique	11,6	—	1,8	—	—	—	13,4	—
Pertes de valeur et autres profits et pertes attribuables à la pandémie de COVID-19 ⁽¹⁾	—	81,7	—	26,5	—	—	—	108,2
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ajusté	314,7 \$	164,3 \$	119,2 \$	87,0 \$	10,6 \$	29,3 \$	444,5 \$	280,6 \$
Programmes d'aide gouvernementale COVID-19	5,2 \$	63,6 \$	8,0 \$	60,3 \$	0,4 \$	3,5 \$	13,6 \$	127,4 \$
ROS ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	309,5 \$	100,7 \$	111,2 \$	26,7 \$	10,2 \$	25,8 \$	430,9 \$	153,2 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du résultat par action ajusté

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2022	2021	2022	2021
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	55,1 \$	19,8 \$	141,7 \$	(47,2) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	27,1	43,4	110,0	94,0
Pertes de valeur et autres profits et pertes attribuables à la pandémie de COVID-19 ⁽¹⁾ , après impôt	—	—	—	80,3
Ajustement transitoire lié à la transition à l'infonuagique, après impôt	9,8	—	9,8	—
Résultat net ajusté	92,0 \$	63,2 \$	261,5 \$	127,1 \$
Programmes d'aide gouvernementale COVID-19, après impôt	— \$	27,3 \$	10,0 \$	93,5 \$
Résultat net ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	92,0 \$	35,9 \$	251,5 \$	33,6 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,5	287,3	312,9	272,0
RPA ajusté	0,29 \$	0,22 \$	0,84 \$	0,47 \$
RPA ajusté, abstraction faite des programmes d'aide gouvernementale COVID-19	0,29 \$	0,12 \$	0,80 \$	0,12 \$

⁽¹⁾ Essentiellement du fait de pertes de valeur d'actifs non financiers et de montants à recevoir de clients. Cet élément de rapprochement ne tient compte d'aucun élément opérationnel, y compris les charges du personnel accrues découlant de la COVID-19. Tout au long de l'exercice 2021 et au premier trimestre de l'exercice 2022, nous avons comptabilisé des charges du personnel plus élevées qu'à l'habitude, puisque les montants reçus en vertu des programmes d'aide gouvernementale COVID-19 ont été transférés directement aux employés selon l'objectif des programmes de subvention et la façon dont ils ont été conçus dans certains pays, ou que les montants ont été compensés par les coûts accrues

que nous avons engagés en mettant fin aux mesures de réduction des coûts prises initialement, notamment en éliminant les réductions salariales et en rappelant les employés qui avaient auparavant été mis à pied ou dont les semaines de travail avaient été réduites. Nous avons également engagé des charges opérationnelles supplémentaires, notamment des coûts liés à l'achat d'équipement de protection individuel, aux mesures de désinfection supplémentaires pour protéger la santé et la sécurité de nos employés et à l'implantation de protocoles de sécurité. Ces charges plus élevées ont été prises en compte dans nos résultats. Bien que ces coûts supplémentaires soient dans certains cas estimatifs, ils ont presque entièrement neutralisé l'incidence positive des programmes d'aide gouvernementale COVID-19. La participation de CAE au programme de SSUC a pris fin le 5 juin 2021 et, en conséquence, nous n'avons réclamé aucun montant en vertu de la SSUC au titre des salaires et charges salariales engagés après cette date.

Rapprochement du carnet de commandes total

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2022	Exercice 2021
Commandes engagées en début de période	6 412,6 \$	7 631,0 \$
+ prises de commandes	4 091,2	2 723,5
- produits des activités ordinaires	(3 371,3)	(2 981,9)
+/- ajustements	738,9	(960,0)
Commandes engagées en fin de période	7 871,4 \$	6 412,6 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	308,1	328,2
Commandes non financées et options	1 398,0	1 460,3
Carnet de commandes total	9 577,5 \$	8 201,1 \$
Rapprochement du carnet de commandes total et des obligations de prestation qui restent à remplir		
Carnet de commandes total	8 201,1 \$	9 458,1 \$
Déduire : carnet de commandes des coentreprises	(308,1)	(328,2)
Déduire : options	(544,2)	(476,5)
Déduire : valeur contractuelle estimative	(3 305,2)	(2 957,7)
Obligations de prestation qui restent à remplir	5 420,0 \$	4 438,7 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2022	Exercice 2021	T4-2022	T4-2021
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	395,7 \$	416,1 \$	83,2 \$	149,6 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	22,5	(49,5)	123,6	25,0
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	418,2 \$	366,6 \$	206,8 \$	174,6 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	(55,4)	(37,8)	(16,1)	(18,9)
Variation des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs	(37,4)	0,7	(10,4)	12,4
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	8,4	4,5	0,3	2,8
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(19,4)	0,7	0,5	(0,7)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	27,1	12,1	6,5	0,4
Flux de trésorerie disponibles	341,5 \$	346,8 \$	187,6 \$	170,6 \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2022	31 mars 2021
Utilisation du capital :		
Actifs courants	2 148,6 \$	3 378,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(346,1)	(926,1)
Passifs courants	(2 091,2)	(2 633,3)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	241,8	216,3
Fonds de roulement hors trésorerie	(46,9) \$	35,5 \$
Immobilisations corporelles	2 129,3	1 969,4
Autres actifs non courants	5 300,9	3 400,4
Autres passifs non courants	(596,6)	(767,1)
Total du capital utilisé	6 786,7 \$	4 638,2 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	241,8 \$	216,3 \$
Dette à long terme	2 804,4	2 135,2
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(346,1)	(926,1)
Dette nette	2 700,1	1 425,4
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 009,7	3 140,5
Participations ne donnant pas le contrôle	76,9	72,3
Provenance du capital	6 786,7 \$	4 638,2 \$

Pour d'autres mesures hors PCGR et d'autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les PCGR les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la rubrique 3 du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2022 déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com) et sur celui de SEDAR (www.sedar.com).

État consolidé du résultat net

<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les		Exercices de douze mois clos les	
	2022	31 mars 2021	2022	31 mars 2021
Produits des activités ordinaires	955,0 \$	894,3 \$	3 371,3 \$	2 981,9 \$
Coût des ventes	683,4	657,2	2 415,8	2 216,9
Marge brute	271,6 \$	237,1 \$	955,5 \$	765,0 \$
Frais de recherche et de développement	34,9	22,5	120,8	104,7
Frais de vente, généraux et d'administration	143,6	111,5	489,1	398,9
Autres (profits) et pertes	(20,9)	(0,7)	(37,0)	91,7
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(15,3)	(2,4)	(48,5)	(2,7)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	36,0	58,6	146,9	124,0
Résultat opérationnel	93,3 \$	47,6 \$	284,2 \$	48,4 \$
Charges financières – montant net	32,5	32,0	130,6	135,6
Résultat avant impôt sur le résultat	60,8 \$	15,6 \$	153,6 \$	(87,2) \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	3,7	(3,2)	3,6	(39,7)
Résultat net	57,1 \$	18,8 \$	150,0 \$	(47,5) \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	55,1 \$	19,8 \$	141,7 \$	(47,2) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,0	(1,0)	8,3	(0,3)
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base	0,17 \$	0,07 \$	0,46 \$	(0,17) \$
Dilué	0,17 \$	0,07 \$	0,45 \$	(0,17) \$

État consolidé du résultat global

	Trimestres clos les		Exercices de douze mois clos les	
	2022	2021	2022	2021
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>				
Résultat net	57,1 \$	18,8 \$	150,0 \$	(47,5) \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	(90,5) \$	(86) \$	(101,4) \$	(284,8) \$
Gain sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	21,1	15,1	15,8	140,4
Reclassement au résultat net d'écarts de conversion	(0,4)	(1,4)	(4,7)	(21,2)
Gain (perte) sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	2,2	1,0	(6,0)	61,4
Reclassement au résultat net de la perte (gain) sur les couvertures de flux de trésorerie	5,0	(1,9)	(7,0)	(20,3)
Impôt sur le résultat	(5,0)	0,9	(2,0)	(14,6)
	(67,6) \$	(72,3) \$	(105,3) \$	(139,1) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluation des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	110,4 \$	101,9 \$	125,6 \$	1,1 \$
Perte sur les actifs financiers détenus à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – montant net	(0,1)	—	(0,1)	(1,8)
Impôt sur le résultat	(29,5)	(27,1)	(33,4)	(0,3)
	80,8 \$	74,8 \$	92,1 \$	(1,0) \$
Autres éléments du résultat global	13,2 \$	2,5 \$	(13,2) \$	(140,1) \$
Total du résultat global	70,3 \$	21,3 \$	136,8 \$	(187,6) \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	69,4 \$	23,5 \$	129,8 \$	(181,5) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,9	(2,2)	7,0	(6,1)

État consolidé de la situation financière

Aux 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	2022	2021
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	346,1 \$	926,1 \$
Dépôts soumis à restrictions au titre des reçus de souscription	—	700,1
Créances clients	556,9	518,6
Actifs sur contrat	608,3	461,9
Stocks	519,8	647,8
Acomptes	56,7	52,1
Impôt sur le résultat à recouvrer	33,2	39,8
Actifs financiers dérivés	27,6	32,2
Total de l'actif courant	2 148,6 \$	3 378,6 \$
Immobilisations corporelles	2 129,3	1 969,4
Actifs au titre des droits d'utilisation	373,0	308,5
Immobilisations incorporelles	3 796,3	2 055,8
Investissement dans les participations mises en équivalence	454,0	422,2
Actifs d'impôt différé	117,4	104,9
Actifs financiers dérivés	10,5	13,2
Autres actifs non courants	549,7	495,8
Total de l'actif	9 578,8 \$	8 748,4 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	975,1 \$	945,6 \$
Provisions	36,7	52,6
Impôt sur le résultat à payer	22,7	16,2
Passifs sur contrat	788,3	674,7
Partie courante de la dette à long terme	241,8	216,3
Passifs au titre des reçus de souscription	—	714,1
Passifs financiers dérivés	26,6	13,8
Total du passif courant	2 091,2 \$	2 633,3 \$
Provisions	20,6	30,9
Dette à long terme	2 804,4	2 135,2
Obligations au titre des redevances	126,0	141,8
Obligations au titre des avantages du personnel	109,7	222,2
Passifs d'impôt différé	93,7	123,5
Passifs financiers dérivés	1,0	3,1
Autres passifs non courants	245,6	245,6
Total du passif	5 492,2 \$	5 535,6 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 224,7 \$	1 516,2 \$
Surplus d'apport	38,6	22,5
Cumul des autres éléments du résultat global	(31,2)	58,1
Résultats non distribués	1 777,6	1 543,7
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 009,7 \$	3 140,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	76,9	72,3
Total des capitaux propres	4 086,6 \$	3 212,8 \$
Total du passif et des capitaux propres	9 578,8 \$	8 748,4 \$

État consolidé des variations des capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués		
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>	Nombre d'actions	Valeur attribuée						
Soldes au 31 mars 2020	265 619 627	679,5 \$	26,9 \$	193,2 \$	1 590,1 \$	2 489,7 \$	88,6 \$	2 578,3 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	(47,2) \$	(47,2) \$	(0,3) \$	(47,5) \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(135,1)	0,8	(134,3)	(5,8)	(140,1)
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(135,1) \$	(46,4) \$	(181,5) \$	(6,1) \$	(187,6) \$
Émission d'actions ordinaires aux termes d'un placement d'actions	27 048 671	822,7	—	—	—	822,7	—	822,7
Coûts de transaction relatifs aux reçus de souscription	—	—	(12,5)	—	—	(12,5)	—	(12,5)
Exercice d'options sur actions	687 165,0	14,0	(1,7)	—	—	12,3	—	12,3
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	9,8	—	—	9,8	—	9,8
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(10,2)	(10,2)
Soldes au 31 mars 2021	293 355 463	1 516,2 \$	22,5 \$	58,1 \$	1 543,7 \$	3 140,5 \$	72,3 \$	3 212,8 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	141,7 \$	141,7 \$	8,3 \$	150,0 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(104,1)	92,2	(11,9)	(1,3)	(13,2)
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(104,1) \$	233,9 \$	129,8 \$	7,0 \$	136,8 \$
Émission d'actions ordinaires suite à la conversion des reçus de souscription	22 400 000	677,2	12,5	—	—	689,7	—	689,7
Exercice d'options sur actions	1 268 660	31,3	(4,2)	—	—	27,1	—	27,1
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	7,8	—	—	7,8	—	7,8
Transfert des pertes réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie liés aux regroupements d'entreprises	—	—	—	14,8	—	14,8	—	14,8
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2,4)	(2,4)
Soldes au 31 mars 2022	317 024 123	2 224,7 \$	38,6 \$	(31,2) \$	1 777,6 \$	4 009,7 \$	76,9 \$	4 086,6 \$

Tableau consolidé des flux de trésorerie

<i>Exercices clos les 31 mars</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	2022	2021
Activités opérationnelles		
Résultat net	150,0 \$	(47,5) \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	310,5	319,5
Dépréciation d'actifs non financiers	41,8	171,7
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(48,5)	(2,7)
Impôt sur le résultat différé	(32,4)	(33,3)
Crédits d'impôt à l'investissement	(27,5)	(36,9)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	6,4	9,6
Régimes de retraite à prestations définies	13,7	12,0
Autres passifs non courants	(65,9)	(19,9)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	11,3	(26,7)
Autres	36,3	70,3
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	22,5	(49,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	418,2 \$	366,6 \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	(1 883,7) \$	(186,5) \$
Acquisition d'un investissement dans des participations mises en équivalence	(4,3)	(18,7)
Ajouts d'immobilisations corporelles	(272,2)	(107,6)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	8,4	4,5
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(90,6)	(56,0)
(Paiements nets versés aux) produit net reçu des participations mises en équivalence	(19,4)	0,7
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	27,1	12,1
Autres	(2,4)	8,1
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(2 237,1) \$	(343,4) \$
Activités de financement		
Produit net tiré (remboursement net au titre) des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	344,6 \$	(705,6) \$
Produit tiré de la dette à long terme	429,1	151,1
Remboursement sur la dette à long terme	(132,1)	(86,1)
Remboursement sur les obligations locatives	(89,5)	(200,8)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	696,1	820,8
Variation des liquidités soumises à restrictions	9,4	—
Autres	(2,0)	(0,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	1 255,6 \$	(21,3) \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(16,7) \$	(22,3) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(580,0) \$	(20,4) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	926,1	946,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	346,1 \$	926,1 \$

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, 1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Médias :

Samantha Golinski, vice-présidente principale, Affaires publiques et Communications mondiales, 1-514-341-2000, poste 7939, samantha.golinski@cae.com

